DEPARTEMENT DE LA SAVOIE
PREMIERE CIRCONSCRIPTION

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 14 JUIN 1981

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

DÈS LE PREMIER TOUR, CE 14 JUIN AVEC NOUS, DANS LE CADRE DE LA NOUVELLE MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE,

DITES OUI A L'ESPOIR !

Le 10 Mai, en élisant François MITTERRAND à la Présidence de la République, les Françaises et les Français ont rejeté :

- **la résignation devant la crise et l'accroissement continu du chômage ;**
- **le maintien des inégalités sociales frappant les plus démunis et des discriminations de tous ordres dont sont victimes, par exemple, les travailleurs indépendants ;**
- **l'aggravation de la situation de certaines catégories socio-professionnelles non salariées, comme celle supportée injustement par les producteurs de lait en Savoie ;**
- **une recherche trop exclusive du profit, même au prix de menaces sur les équilibres naturels ;**
- **une centralisation favorisant l'emprise de la technocratie et de l'autoritarisme ;**
- **une politique de demi-mesures, assortie de conditions de plus en plus restrictives et développant un insupportable contrôle bureaucratique ;**
- **une présence de la France dans le monde non conforme à ses traditions de terre de liberté et de paix.**

La décision démocratique de l'élection présidentielle engage l'avenir de notre pays pour 7 ans.

Dans ce contexte, les candidats de l'ancienne majorité caricaturent et dramatisent la situation et appellent de leurs vœux un prétendu « contre-poids parlementaire », **c'est-à-dire ce qu'ils ont toujours combattu depuis 20 ans.** Ce comportement ne nous semble digne ni de nos institutions, ni de nos concitoyens.

En effet, si le Président élu il y a 5 semaines n'avait pas de majorité parlementaire pour soutenir son Gouvernement, il devrait :

- **ou se résigner au désaveu du Parlement et se replier sur une fonction protocolaire comme sous les Républiques passées ;**
- **ou en appeler aux Français en usant du droit constitutionnel de dissolution, mais ce serait ouvrir une ère dangereuse d'instabilité.**

LES FRANÇAIS NE PEUVENT PRENDRE NI L'UN NI L'AUTRE DE CES DEUX RISQUES POUR LA FRANCE !

C'est pourquoi nous sommes convaincus que nombreux seront les démocrates qui, par souci de bon fonctionnement de nos institutions, choisiront de faire prévaloir leurs aspirations en élargissant la nouvelle majorité présidentielle.

A ceux qui sont inquiets ou s'interrogent, nous disons que tous — même minoritaires — ont droit au respect, la démocratie ne se confondant pas, pour nous, avec l'invocation de la seule loi du nombre !

C'est d'ailleurs parce que nous ne nous sommes jamais départis de cette attitude de tolérance et de refus de tout sectarisme que, tout en mesurant les exigences qui en résultent pour l'avenir, nous croyons être fondés à solliciter, aujourd'hui comme hier, une large confiance.



Louis BESSON

DEPUTE SORTANT,
PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL,
MAIRE DE BARBY.

et



Paulette BOGEAT

ANIMATRICE DE LA VIE ASSOCIATIVE,
MEDAILLEE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS,
MEDAILLE D'OR DE LA VILLE D.AIX-LES-BAINS.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

ENSEMBLE, CONSTRUISONS LE CHANGEMENT !

Dans la mesure où, majoritairement, nos concitoyens le 10 mai ont opté pour une volonté de redressement, rassemblons-nous et agissons :

Tout faire pour SURMONTER LA CRISE

- relance sélective de l'économie, aujourd'hui épuisée par le coût croissant du chômage ;
- création d'emplois, notamment grâce à une réduction progressive et négociée de la durée du travail ;
- contrôle des monopoles par des nationalisations limitées mais indispensables pour conjurer les menaces qui pèsent sur nos capacités d'investissement et sur nos entreprises moyennes.

Mais cette politique de redressement doit, impérativement, être accompagnée de mesures pour les entreprises de main-d'œuvre, artisanat et P.M.E., aujourd'hui pénalisées par l'assiette des cotisations sociales (Sécurité Sociale) ou fiscales (taxe professionnelle), le coût du crédit, etc.

Développer une réelle SOLIDARITÉ NATIONALE

Cette orientation ne doit pas conduire à un système d'assistance généralisée mais, par exemple, à l'adoption de mécanismes garantissant une réduction significative des inégalités par le relèvement des bas salaires et revenus, l'indexation des pensions et allocations des familles et des personnes âgées ou handicapées.

Notre objectif est l'harmonie sociale dans la dignité.

Libérer l'INITIATIVE et diffuser la RESPONSABILITÉ

A une organisation de notre pays centralisée et paralysante, nous opposons une nation davantage maîtresse de son devenir et des collectivités locales et régionales bénéficiant de la plus large décentralisation.

Les orientations qui précèdent sont, bien sûr, fondamentales, car comme l'a justement déclaré Jacques DELORS, **« on ne peut bâtir le progrès social sur du sable économique ».**

De leur succès dépendent de meilleures politiques pour la santé, l'éducation, le sport, la culture, le Tiers monde, la défense et l'indépendance nationale, le règlement des contentieux « victimes de guerre » ou « rapatriés », l'aménagement du territoire, l'énergie, l'environnement, le tourisme, etc.

LE CHANGEMENT POUR LA SAVOIE CE SERAIT ENFIN :

- **l'arrêt d'une politique de désindustrialisation avec ses dramatiques conséquences économiques et sociales ;**
- **l'adoption, pour notre agriculture, de mesures de protection de nos productions, de prix différenciés et garantis, de compensation indexée des handicaps...**
- **la remise en cause de décisions autoritairement imposées à nos populations, en matière de recherches d'uranium par exemple ;**
- **le déblocage du scandaleux dossier autoroutier et V.R.U. ;**
- **la fin du démantèlement de notre Université, etc.**

C'est en sachant que nos propositions exigent générosité, raison et effort que,

POUR UNE FRANCE FORTE ET FRATERNELLE,
POUR UNE SOCIÉTÉ FONDÉE SUR LA SOLIDARITÉ, LE DIALOGUE SOCIAL ET LA DÉCENTRALISATION,
POUR UNE SAVOIE RÉSOLUMENT DÉFENDUE,

nous sollicitons l'honneur et la charge de représenter et servir nos compatriotes.

LOUIS BESSON



PAULETTE BOGEAT

CANDIDATS SOCIALISTES ET D'ACTION SAVOYARDE (MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE)

IMP. DE L'AVENIR - 73 - AIX

VU, les Candidats.

Sciences Po / fonds CEVIPOF